REPRESENTATIONS SOCIALES ET RESISTANCES PAYSANNES A L'INNOVATION AGRICOLE : UNE LECTURE A PARTIR DE LA REGION DU BOUNKANI (COTE D'IVOIRE)

[Etapes de traitement de l'article]
Date de soumission : 12-10-2025 / Date de retour d'instruction : 22-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Sié Léo Wilfried SIB
Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
Doctorant EDCALL- DEFI
leo.sibsie@gmail.com
&
Zou Ambroise ZAMBLE BI
Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
Maître de conférences
bizouambroisezamble@gmail.com

Résumé : La présente étude porte sur les mécanismes socioculturels qui structurent les résistances paysannes à l'adoption des innovations agricoles dans la région du Bounkani, au nord-est de la Côte d'Ivoire. À partir d'une enquête mixte réalisée dans les localités de Bouko et Kalamon auprès de 120 producteurs d'anacarde, complétée par des entretiens approfondis auprès des agents de vulgarisation, des responsables de coopératives et des autorités locales. Elle examine comment les représentations sociales des communautés rurales conditionnent leurs rapports aux techniques diffusées par les dispositifs d'éducation agricole. Les résultats révèlent que les déficits d'appropriation ne procèdent pas d'une inertie irrationnelle, mais d'un système cohérent de valeurs, de normes communautaires et de logiques pratiques transmises intergénérationnellement. Près de 60 % des producteurs jugent les recommandations des structures d'encadrement peu ou pas du tout adaptées à leurs réalités agroculturelles. L'adoption des innovations obéit à une rationalité paysanne fondée sur la minimisation du risque, l'épreuve par les pairs et la préservation des pratiques héritées. La discussion articule ces résultats aux théories de Moscovici, Abric et Bourdieu pour proposer une lecture sociologique renouvelée des obstacles à l'innovation agricole en zone rurale africaine.
Mots-clés : représentations sociales, innovation agricole, résistances paysannes, Bounkani, vulgarisation, habitus

SOCIAL REPRESENTATIONS AND PEASANT RESISTANCE TO AGRICULTURAL INNOVATION: A PERSPECTIVE FROM THE BOUNKANI REGION (CÔTE D'IVOIRE)

Abstract: This study examines the social and cultural mechanisms that shape farmers' resistance to agricultural innovation adoption in the Bounkani region, northeastern Côte d'Ivoire. Drawing on a mixed-methods survey conducted among 120 cashew producers in the villages of Bouko and Kalamon, supplemented by in-depth interviews with extension agents, cooperative leaders and local authorities, the

research analyses how rural communities' social representations condition their relationship to techniques disseminated by agricultural education systems. Findings reveal that appropriation deficits do not stem from irrational inertia but from a coherent system of values, community norms and practical logics transmitted across generations. Nearly 60% of producers considered extension recommendations poorly or not at all adapted to their agrocultural realities. Innovation adoption follows a peasant rationality grounded in risk minimization, peer-based testing and preservation of inherited practices. The discussion articulates these findings with the theories of Moscovici, Abric and Bourdieu to offer a renewed sociological reading of barriers to agricultural innovation in rural Africa.
Keywords: social representations, agricultural innovation, peasant resistance, Bounkani, extension, habitus

INTRODUCTION

Les politiques de modernisation agricole en Afrique subsaharienne se heurtent, depuis plusieurs décennies, à un paradoxe persistant. Malgré l'intensification des programmes de formation et d'encadrement, les niveaux d'appropriation des techniques recommandées demeurent structurellement faibles, y compris dans des régions à fort potentiel agronomique. Arslan, A., Floress, K., Lamanna, C., Lipper, L., & Rosenstock, T. S. (2022). Ce constat appelle des explications qui dépassent les seuls déterminants économiques ou techniques pour atteindre les dimensions sociales et culturelles des comportements paysans.

La région du Bounkani, au nord-est de la Côte d'Ivoire, constitue un terrain d'investigation particulièrement révélateur de cette tension. Première région productrice d'anacarde du pays, elle concentre pourtant des indicateurs parmi les plus préoccupants en matière d'adoption des bonnes pratiques agricoles. Les données du Module Complémentaire du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles (MC-REEA, 2024-2025) révèlent que, en dépit des efforts déployés par les services de conseil agricole pour favoriser leur adoption, seulement 8,1 % des ménages agricoles de la région utilisent des engrais minéraux solides, contre une moyenne nationale de 30,3 %, Ces chiffres traduisent un déficit structurel d'appropriation des techniques agricoles recommandées dans les filières coton et anacarde.

Or, les structures d'encadrement agricole dont l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), le Conseil Coton-Anacarde (CCA), le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) ne sont pas absentes de la région. Elles y déploient des sessions de formation, des démonstrations et des programmes d'appui. L'inadéquation entre l'offre institutionnelle et l'appropriation effective des innovations soulève une interrogation fondamentale : quels sont les mécanismes sociaux et culturels qui structurent les comportements paysans face aux innovations techniques, au-delà des contraintes matérielles et économiques ?

La présente contribution propose une analyse de ces mécanismes à partir d'une enquête de terrain conduite dans les localités de Bouko et Kalamon. Elle mobilise les théories des représentations sociales (Moscovici, 1961 ; Abric, 1994) et la sociologie des pratiques de Bourdieu (1980) pour décrypter les logiques sociales qui président à l'adoption ou au rejet des innovations agricoles. L'article s'organise autour de trois axes : la présentation du cadre théorique et méthodologique, l'exposition des résultats empiriques, puis leur discussion au regard de la littérature existante.

1. CADRE THEORIQUE : REPRESENTATIONS SOCIALES, HABITUS ET LOGIQUES PAYSANNES

1.1. Les représentations sociales comme filtre cognitif de l'innovation

La théorie des représentations sociales, telle que développée par Moscovici (1961) puis enrichie par Abric (1994), offre un cadre analytique pertinent pour comprendre la façon dont les groupes sociaux s'approprient ou résistent aux innovations qui leur sont proposées. Selon Moscovici, toute communauté élabore un système organisé de savoirs, de croyances et de valeurs partagées qui oriente sa perception de la réalité et guide les comportements de ses membres. Deux processus fondamentaux structurent l'intégration des nouveautés : l'ancrage, par lequel un élément nouveau est rattaché à des cadres de référence préexistants, et l'objectivation, qui transforme une notion abstraite en image concrète et familière.

Abric (1994) précise cette théorie en distinguant le noyau central d'une représentation constitué des valeurs fondamentales non négociables d'un groupe de ses éléments périphériques, plus souples et susceptibles d'évoluer. Le noyau central remplit quatre fonctions : cognitive, identitaire, d'orientation des conduites et justificatrice des pratiques sociales. Les innovations extérieures qui menacent ce noyau central déclenchent des mécanismes de résistance collective dont la persistance peut déjouer les meilleures stratégies de vulgarisation. Dans la région du Bounkani, les pratiques agricoles héritées rythmes de culture transmis de génération en génération, gestion empirique des vergers d'anacardiers occupent précisément cette position centrale dans les représentations des producteurs.

Guimelli (1995) complète ce cadre en montrant que les éléments à forte valence affective d'une représentation sont particulièrement résistants à toute transformation, car ils sont profondément liés à l'identité sociale du groupe. Cette proposition éclaire la persistance de certaines pratiques agricoles dans le Bounkani, même lorsque leur inefficacité productive est reconnue par les producteurs eux-mêmes.

Cette proposition éclaire la persistance de certaines pratiques agricoles dans le Bounkani, même lorsque leur inefficacité productive est reconnue par les producteurs eux-mêmes. Sur le terrain de Bouko et de Kalamon, cette centralité se manifeste

concrètement à travers les rythmes de culture hérités, les techniques de préparation des sols transmises de génération en génération et la gestion empirique des plantations d'anacardiers, éléments qui occupent une position non négociable dans le système de représentations des producteurs. La forte prévalence de l'animisme au sein de l'échantillon, associée à des rites agraires, des libations avant les travaux de taille et des calendriers culturaux rythmés par des interdits religieux, illustre la valence affective élevée que revêtent ces pratiques : elles ne sont pas seulement des techniques, mais des marqueurs identitaires liés à l'appartenance ethnique (Lobi, Koulango, Lorhon) et au rapport symbolique à la terre. C'est cette charge affective et identitaire qui explique que des recommandations pourtant reconnues comme techniquement fondées, telles que la taille des anacardiers, continue de se heurter à une résistance durable dans les deux localités.

1.2. L'habitus agricole selon Bourdieu

La notion d'habitus, développée par Bourdieu (1980), apporte une dimension supplémentaire à l'analyse. L'habitus désigne un système de dispositions durables et incorporées, acquises au fil d'une longue socialisation, qui orientent inconsciemment les pratiques des individus. Appliquée aux comportements agricoles, cette notion permet de comprendre pourquoi les innovations proposées par les structures d'encadrement se heurtent non pas à une hostilité délibérée, mais à la résistance silencieuse de dispositions profondément incorporées que des sessions de formation ponctuelles ne parviennent pas à modifier.

L'habitus agricole des producteurs du Bounkani, forgé par des décennies de socialisation dans des systèmes de production extensifs, constitue une armature invisible qui freine l'intégration des logiques culturales modernes. Il s'agit moins d'un refus que d'une inertie structurelle : les pratiques héritées sont perçues comme naturelles et efficaces, tandis que les innovations exogènes apparaissent comme des intrusions dont la valeur reste à démontrer.

Dans les localités de Bouko et de Kalamon, cet habitus agricole s'est constitué au fil de décennies de socialisation au sein de systèmes de production extensifs, marqués par la culture itinérante et une intégration minimale des intrants chimiques. Il se traduit sur le terrain par une transmission essentiellement orale et intrafamiliale des savoir-faire, le père initiant le fils aux techniques de culture de l'anacarde bien avant toute intervention des structures d'encadrement. Cette antériorité explique pourquoi les sessions de formation de l'ANADER ou du Conseil Coton-Anacarde sont souvent perçues, non comme des apports nouveaux, mais comme de simples confirmations de pratiques déjà éprouvées. La résistance observée ne procède donc pas d'une hostilité déclarée envers les innovations, mais d'une inertie structurelle

propre à des dispositions profondément incorporées, que les formations ponctuelles peinent à déplacer.

1.3. Logiques paysannes et rationalité de l'adoption

La littérature sur les résistances paysannes aux innovations converge vers un constat central : les producteurs ruraux ne sont pas des acteurs passifs et irrationnels, mais des agents sociaux qui évaluent les innovations à l'aune de leurs propres systèmes de valeurs et de leurs contraintes concrètes. Olivier de Sardan (1995) montre que les stratégies d'adaptation des paysans sont cohérentes avec leurs conditions de vie et constituent des réponses rationnelles à des situations d'incertitude.

Darré (1996) précise que l'acceptabilité sociale d'une innovation se négocie au sein des réseaux de dialogue entre pairs, bien davantage que dans les sessions de formation institutionnelles. Rogers (2003) établit quant à lui que l'adoption d'une innovation suit un processus progressif au cours duquel chaque producteur évalue la nouveauté proposée selon cinq critères : avantage relatif, compatibilité avec les valeurs et pratiques existantes, complexité perçue, testabilité et observabilité. Ces cadres analytiques constituent le socle théorique de la présente étude.

Cette dynamique s'observe nettement à Bouko et à Kalamon, où les décisions techniques des producteurs se négocient davantage au sein des réseaux familiaux et de voisinage que dans le cadre des sessions de formation institutionnelles. Avant d'adopter une innovation, les producteurs des deux localités attendent généralement d'en observer les résultats chez un pair ou un membre de la famille, ou la testent eux-mêmes sur une portion réduite de leur verger avant une éventuelle généralisation, ce qui correspond précisément aux critères de testabilité et d'observabilité identifiés par Rogers. Cette rationalité prudentielle, loin de traduire un attentisme irrationnel, répond à un contexte d'incertitude économique où l'échec d'une innovation mal maîtrisée peut compromettre une récolte entière.

2. CADRE METHODOLOGIQUE

2.1. Terrain et population d'étude

L'enquête a été conduite dans les localités de Bouko et Kalamon, deux villages représentatifs de la diversité des dynamiques agricoles et sociales de la région du Bounkani. Bouko se caractérise par une présence active des coopératives et une implication significative des femmes dans les activités productives. Kalamon, situé à la frontière avec le Burkina Faso, se distingue par des dynamiques de circulation transfrontalière des pratiques agricoles et une organisation sociale fortement structurée autour des groupes ethniques Lobi et Koulango.

La population d'étude est constituée des producteurs d'anacarde des deux localités. Selon le rapport MC-REEA (2024-2025), l'anacarde constitue en effet la principale source de revenus des ménages ruraux du Bounkani représentant 82 % des productions destinées à la commercialisation dans la région. Cette filière bénéficie d'importantes actions de conseil et d'accompagnement technique.

2.2. Démarche de collecte des données

La population mère des ménages agricoles dans les deux départements clés (Bouna et Doropo) est estimée à environ 7 300 ménages (4 500 à Bouna et 2 800 à Doropo). Au sein de ces départements, deux localités ont été sélectionnés pour leur représentativité et leur pertinence par rapport à la problématique. Bouko dans le département de Bouna, ainsi Kalamon dans le département de Doropo. Ces villages totalisent 1 200 ménages agricoles selon les données locales du Conseil Régional du Bounkani.

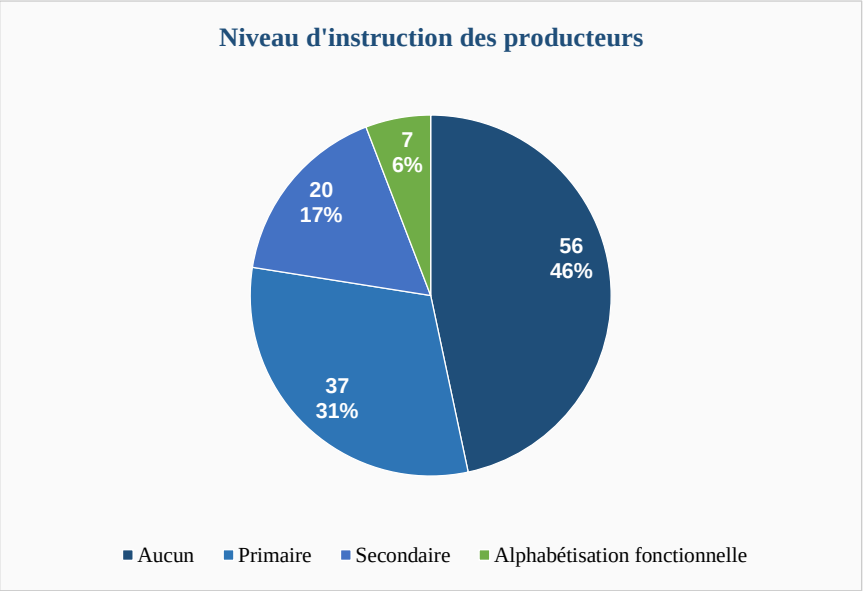
Pour la phase quantitative, la taille de l'échantillon a été déterminée par la méthode proportionnelle de Périé et Rousseau (2014), consistant à appliquer un taux de sondage de 10% à chaque unité statistique. Appliqué à une population mère estimée à 1 200 ménages agricoles répartis entre Bouko et Kalamon, ce taux conduit à un échantillon de 120 ménages enquêtés. Des observations directes ont par ailleurs été réalisées dans les champs et lors de sessions de formation. Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique, tandis que les données quantitatives ont été traitées par statistiques descriptives.

2.3. Profil sociodémographique de l'échantillon

L'échantillon présente les caractéristiques suivantes : les groupes ethniques Lobi (33,3 %), Koulango (30,0 %) et Malinké/Dioula (27,5 %) dominent la composition sociale des deux localités. Sur le plan confessionnel, les producteurs se répartissent entre animistes (45,5 %), musulmans (24,2 %), chrétiens (22,5 %) et autres (7,5 %). Le niveau d'instruction est structurellement bas : 46,7 % des producteurs n'ont aucun niveau d'instruction, 30,8 % ont atteint le niveau primaire et seulement 16,7 % le niveau secondaire. Ce faible capital scolaire constitue un obstacle à la compréhension des fiches techniques écrites diffusées par les agents de vulgarisation et plaide pour le développement d'approches pédagogiques orales et démonstration sur le terrain.

Le graphique 1 ci-dessous présente le niveau d'instruction permettant d'analyser le capital scolaire des enquêtés et son influence sur leur capacité à comprendre les messages techniques, à interagir avec les services de vulgarisation et à adopter des innovations agricoles.

Graphique 1 : Répartition des producteurs suivant le niveau d'instruction



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Le graphique 4 montre que plus 46,7% des producteurs, soit plus de ¾, n'ont aucun niveau d'instruction, avec un pic au primaire de 30,8% respectivement. Seulement 16,7 % ont atteint le niveau secondaire. Ce faible niveau d'alphabétisation constitue un frein structurel à l'appropriation des fiches techniques écrites diffusées par les agents de vulgarisation, et plaide pour des approches pédagogiques orales et pratiques.

Cela est perceptible dans les propos d'un producteur à Kalamon :

> *« Quand l'agent nous remet un papier avec les doses d'engrais ou les produits à utiliser, je ne sais pas le lire. Je suis donc obligé d'écouter attentivement ses explications et d'essayer de retenir ce qu'il dit. Mais une fois de retour au champ, il m'arrive souvent d'oublier les quantités exactes ou la manière de préparer le mélange. Comme je ne peux pas vérifier les informations écrites moi-même, je risque de me tromper dans les dosages ou je dois demander de l'aide à quelqu'un qui sait lire. » (Producteur, Bouko).*

Sur le plan lexical, l'enquêté articule son énoncé autour d'une opposition structurante entre deux modes de transmission du savoir : l'écrit « un papier avec les

doses » et l'oral « ce qu'il dit lorsqu'il parle ». Le verbe « mémoriser » révèle que le producteur développe une stratégie compensatoire face à son analphabétisme, en mobilisant la mémoire auditive comme substitut à la lecture. Cependant, le verbe « oublier » « j'oublie souvent les quantités exactes » signale les limites de cette stratégie : la mémorisation orale est insuffisante pour retenir des données précises et chiffrées comme les doses d'intrants, qui requièrent par nature un support écrit pour être correctement appliquées.

Sur le plan sémantique, l'énoncé met en évidence un dysfonctionnement dans la chaîne de vulgarisation : les fiches techniques écrites remises par les agents supposent implicitement un niveau minimal d'alphabétisation que la majorité des producteurs ne possède pas. Ce décalage entre l'outil pédagogique mobilisé et le profil réel des bénéficiaires constitue un facteur direct de déficit d'appropriation des itinéraires techniques, dans la mesure où l'information transmise ne peut être ni conservée, ni consultée, ni appliquée avec précision.

Sur le plan discursif, l'usage du pronom « nous » ; « l'agent nous donne » indique que le producteur ne parle pas d'une expérience isolée mais d'une réalité collective partagée par l'ensemble du groupe. Ce glissement du « je » au « nous » dans un même énoncé traduit une conscience collective de la situation d'analphabétisme, vécue non pas comme une défaillance individuelle mais comme une condition structurelle commune à la communauté.

Aussi, le témoignage d'un notable à Kalamon :

> *« Comme nous ne savons pas lire, il nous est difficile de comprendre les documents et les instructions sur l'utilisation des engrais. Même lorsque les agents expliquent, tout n'est pas toujours retenu correctement, car nous dépendons uniquement de l'oral. Dans certaines formations, il arrive aussi que certains agriculteurs participent surtout pour bénéficier des kits ou des intrants distribués par les agents, plutôt que pour réellement apprendre les techniques. Cela fait que l'objectif de formation n'est pas toujours atteint, car tous les participants ne sont pas forcément concentrés sur l'apprentissage. »*

Sur le plan lexical, l'enquêté mobilise la locution « on ne peut rien », qui exprime une négation totale et absolue de la capacité de compréhension. Ce tour négatif radical différent d'un simple « on comprend mal » révèle une intériorisation profonde de l'incapacité cognitive liée à l'analphabétisme, perçue comme une barrière infranchissable à l'appropriation des techniques. Par ailleurs, le mot « kits » introduit

dans la seconde partie de l'énoncé opère une rupture sémantique importante : il déplace le registre de la formation vers celui de la distribution matérielle.

Sur le plan sémantique, la seconde partie du verbatim révèle un phénomène particulièrement significatif pour la problématique. La participation aux séances de formation n'est pas motivée par un désir d'apprendre les techniques agricoles, mais par l'attente des intrants et équipements distribués en marge des formations. Ce détournement de la finalité pédagogique des séances illustre ce que l'on peut désigner comme une participation instrumentale : les producteurs assistent physiquement aux formations sans en intégrer le contenu technique, ce qui produit une illusion statistique de participation sans appropriation réelle des innovations.

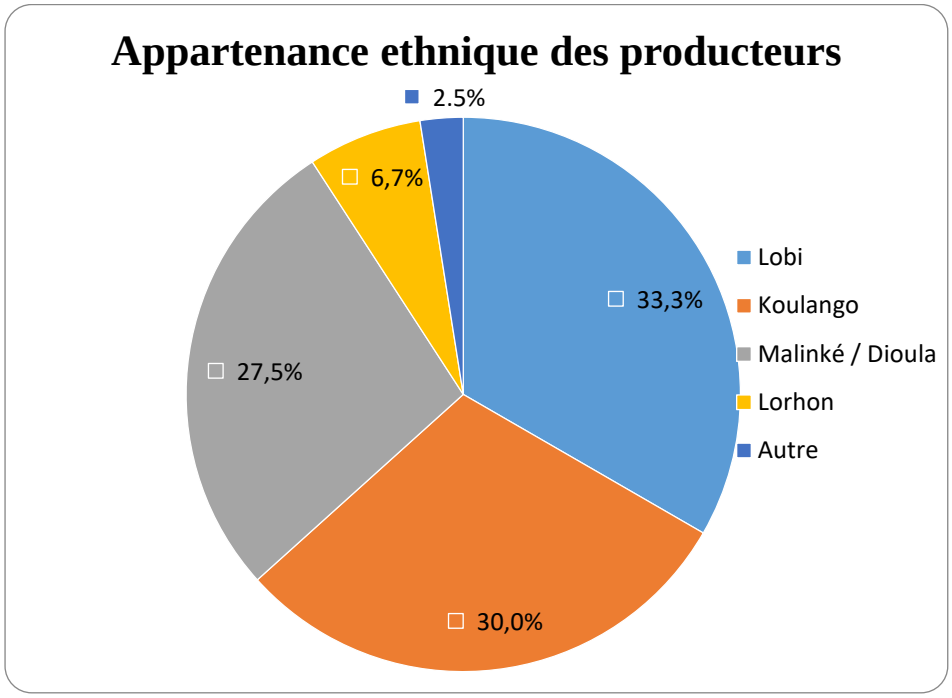
Sur le plan discursif, le fait que ce constat soit énoncé par un notable acteur d'autorité et de médiation sociale dans la communauté lui confère une portée particulière. En validant publiquement ce comportement sans le condamner, le notable en légitime implicitement la logique, révélant que la dissociation entre formation et apprentissage est non seulement connue mais socialement acceptée dans la communauté. Cela traduit une défaillance dans l'adhésion collective aux dispositifs institutionnels de vulgarisation agricole.

Cela sous-entend que nombreux sont ceux qui ne savent ni lire, ni écrire dans la filière.

2.3.1. Appartenance ethnique des producteurs

Le groupe ethnique constitue une variable essentielle dans cette étude, car il permet de prendre en compte les spécificités socioculturelles susceptibles d'influencer les représentations sociales, les normes communautaires et les pratiques agricoles.
Le graphique 2 ci-dessous présente l'appartenance ethnique des producteurs interrogés à Kalamon et Bouko.

Graphique 2 : Répartition des producteurs suivant appartenance ethnique



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

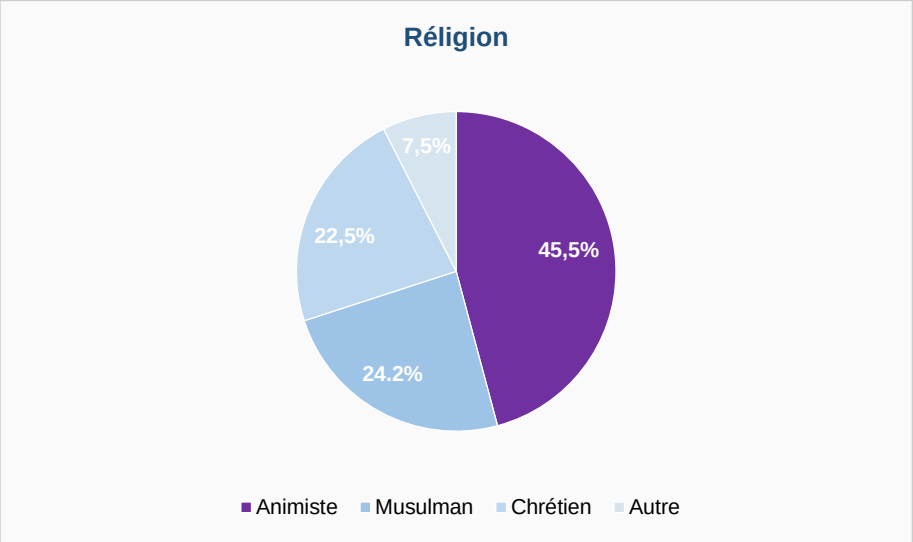
Le graphique 2 ci-dessus indique que les groupes ethniques Lobi (33,3 %), Koulango (30,0 %) et Malinké/Dioula (27,5 %) dominent l'étude, totalisant ensemble plus de 90 % de l'échantillon enquêté et traduisant ainsi une zone d'étude marquée par une forte mixité ethnique, sans domination écrasante d'un seul groupe. Cette diversité ethnique constitue un facteur socioculturel déterminant, dans la mesure où chaque groupe possède ses propres logiques agricoles, ses calendriers culturaux et ses modes de transmission du savoir, hérités de systèmes de connaissance construits historiquement en fonction du rapport spécifique de chaque communauté à son territoire. Cette hétérogénéité se traduit concrètement par des variations dans les pratiques de semis, les choix de spéculations ou les stratégies d'exploitation, ce qui complexifie l'uniformisation des messages de vulgarisation portés par les structures d'encadrement technique.

En effet, un message de vulgarisation pensé de manière standardisée risque d'être diversement reçu, interprété, voire résisté selon le groupe ethnique concerné, les producteurs confrontant systématiquement l'innovation proposée à leurs savoirs endogènes avant d'en décider l'adoption ou le rejet. Cette pluralité ethnique invite donc les structures d'encadrement agricole à adapter leurs approches de vulgarisation aux spécificités socioculturelles de chaque communauté, plutôt qu'à privilégier une démarche uniforme peu sensible aux réalités locales.

2.3.2. Religion

L'analyse de ce graphique en rapport avec notre étude nous permet de connaitre le lien qui existe entre l'appartenance religieuse des agriculteurs enquêtés et les déficits d'appropriation des logiques culturales.

Graphique 3 : Répartition des producteurs suivant leur appartenance religieuse



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Comme le souligne Bourdieu : « l'appartenance sociale, économique et symbolique de la famille, les transformations des systèmes de valeurs et des modèles d'éducation, les conditions historiques de la naissance, ne sont pas sans influencer le devenir des individus qu'il s'agisse de leur mode d'insertion sociale, de leur trajectoire scolaire » (Bourdieu, 1963). En effet, l'échantillon de cette étude révèle une proportion de 45,5% pour les agriculteurs dont l'appartenance religieuse est l'animisme contre 24,2% pour les agriculteurs musulmans et les chrétiens 22,5%.

A côté, nous avons 7,5% pour Autre. Cette prédominance animiste, qui concerne près d'un producteur sur deux, traduit un ancrage culturel traditionnel fort dans la zone d'étude, cohérent avec la présence des groupes ethniques Lobi, Koulango et Lorhon précédemment identifiés, dont les pratiques religieuses traditionnelles telles que les cultes des ancêtres, les rites agraires et les croyances liées à la terre demeurent historiquement ancrées en Afrique de l'Ouest. L'appartenance religieuse, comme composante du système de valeurs et des conditions historiques de la naissance évoquée par Bourdieu, participe ainsi à la construction des dispositions des producteurs, c'est-à-dire de leur habitus, qui oriente leur rapport à la terre, au travail agricole et, potentiellement, à l'innovation technique.

L'animisme entretient en particulier un rapport sacré et symbolique à la terre, à travers des rites de fertilité, des interdits liés à certaines pratiques culturales ou des calendriers agraires rythmés par des cérémonies religieuses, ce qui peut influencer directement les décisions de gestion foncière et les choix de pratiques agricoles des producteurs concernés. La coexistence de l'animisme, de l'islam et du christianisme dans des proportions relativement proches confirme par ailleurs le caractère hétérogène du tissu social local déjà observé au niveau de l'appartenance ethnique, renforçant l'idée d'un terrain socialement composite où chaque système religieux

porte des représentations propres du rapport à la nature, à la propriété et au changement, susceptibles de moduler la réceptivité des producteurs face aux messages de vulgarisation agricole. Cette pluralité confessionnelle recoupe ainsi, dans une large mesure, la diversité ethnique observée précédemment, et invite à considérer l'appartenance religieuse comme une variable socioculturelle supplémentaire, structurante dans la compréhension des logiques de production, de transmission des savoirs et d'adoption des innovations agricoles au sein de la zone d'étude.

Ce que justifient les dires d'un formateur :

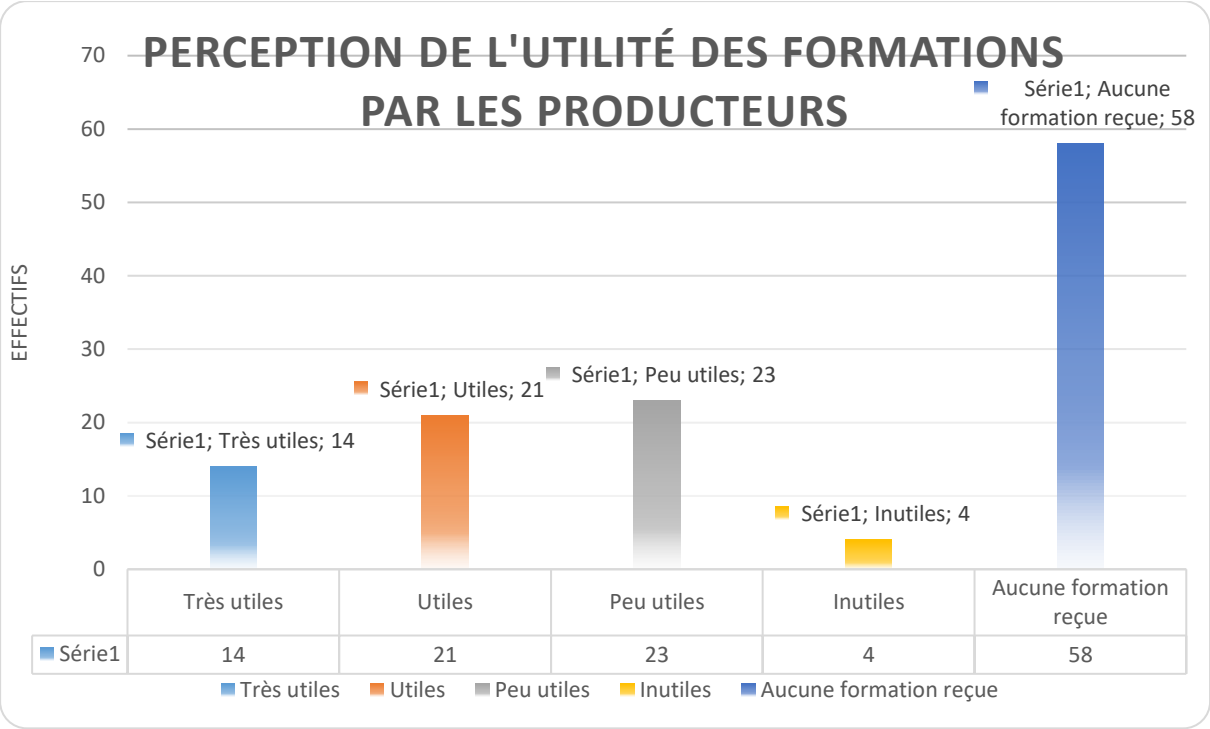
> « *Chaque ethnie ici a sa propre manière de gérer les cultures et d'organiser les travaux agricoles. Un message unique de l'ANADER ne peut donc pas forcément convenir à tout le monde, car les pratiques et les représentations varient d'un groupe à un autre. Par exemple, certains producteurs ont des croyances traditionnelles et recourent à des fétiches ou à des rituels. Ils font des libations avant les travaux de taille ou d'entretien des plantations, ou encore ils respectent des jours spécifiques avant de commencer certaines activités agricoles. Ces pratiques influencent leur manière de travailler et leur rapport aux recommandations techniques.* »

3. RESULTATS

3.1. Des représentations sociales ambivalentes face à l'innovation

Les résultats révèlent une perception nuancée des innovations agricoles au sein des communautés de Bouko et Kalamon, oscillant entre une ouverture de principe et une prudence pratique structurée par les normes socioculturelles locales.

Graphique 4 : Répartition des producteurs selon la perception de l'utilité des formations



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

La perception de l'utilité des formations par les producteurs sont contrastées. Une partie des enquêtés reconnaît leur importance, tandis qu'une proportion importante déclare n'avoir jamais bénéficié d'aucune formation.

Ainsi, 11,7 % des producteurs jugent les formations très utiles et 17,5 % les considèrent utiles, soit 29,2 % des enquêtés qui en apprécient positivement les effets. À l'inverse, 19,2 % les estiment peu utiles et 3,3 % les jugent inutiles, ce qui peut s'expliquer par une inadéquation entre les contenus proposés et les réalités du terrain. Par ailleurs, 48,3 % des producteurs déclarent n'avoir reçu aucune formation agricole, ce qui révèle une faible couverture des dispositifs de vulgarisation et d'encadrement.

Pour corroborer ces faits, voici le témoignage d'un membre d'un responsable de coopérative à Bouko :

> *« Les formations sont généralement mieux perçues lorsqu'elles se déroulent directement dans les champs. Dans ce contexte, nous apprenons plus facilement en pratiquant sur place que lorsqu'on reste dans une salle de formation, où il fait souvent chaud et où l'attention diminue au fil du temps. Le fait de voir concrètement les gestes techniques et de les reproduire immédiatement permet de mieux comprendre et de retenir les enseignements. Cela rend la formation plus efficace et plus adaptée à notre réalité quotidienne. »*

Ce qui se perçoit dans les dires d'un producteur à Kalamon :

> « *Dans les formations, on nous explique souvent les techniques, mais on ne nous les montre pas directement dans nos propres champs. C'est ce qui pose problème. Nous avons parfois du mal à appliquer ce qu'on nous enseigne, car les démonstrations ne tiennent pas toujours compte de nos réalités et des conditions spécifiques de nos parcelles. Du coup, les techniques présentées semblent parfois difficiles à adapter à notre environnement de travail quotidien.* »

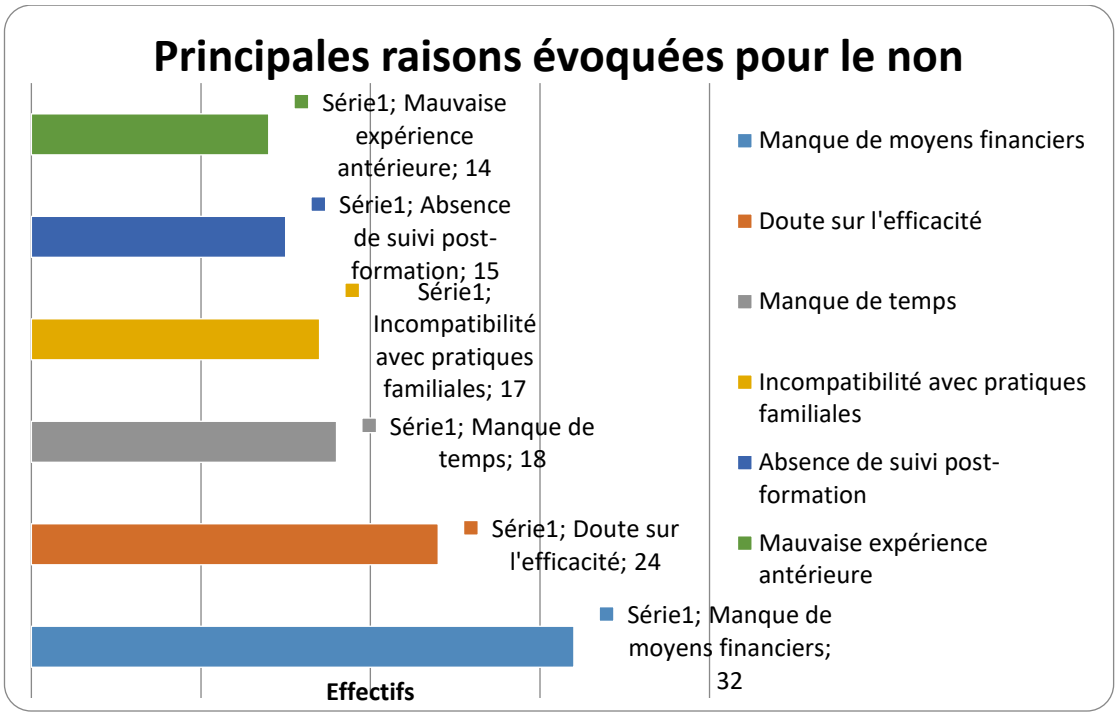
Ces deux témoignages recueillis à Bouko et à Kalamon mettent en évidence l'importance de la méthode pédagogique dans l'efficacité des formations agricoles dispensées aux producteurs. Le responsable de coopérative de Bouko souligne que les formations sont mieux perçues et mieux assimilées lorsqu'elles se déroulent directement dans les champs, la mise en pratique immédiate des gestes techniques favorisant la compréhension et la mémorisation, contrairement aux formations en salle où la chaleur et la baisse d'attention nuisent à l'apprentissage. Ce témoignage traduit une préférence marquée pour un apprentissage concret et expérientiel, ancré dans la réalité quotidienne des producteurs.

À l'inverse, le producteur de Kalamon révèle une limite importante dans le dispositif de formation actuel : les techniques y sont généralement expliquées mais rarement démontrées dans les propres champs des producteurs, ce qui engendre des difficultés d'application. Selon lui, les démonstrations proposées ne tiennent pas suffisamment compte des réalités et des conditions spécifiques de chaque parcelle, rendant les techniques enseignées difficiles à adapter à l'environnement de travail quotidien. La mise en parallèle de ces deux témoignages fait ainsi ressortir un enseignement central. L'efficacité d'une formation agricole ne dépend pas uniquement de la qualité du contenu technique transmis, mais surtout de sa mise en situation concrète et de son adaptation aux conditions réelles de chaque exploitation. Là où la formation intègre une dimension pratique et contextualisée, comme à Bouko, elle est mieux reçue et mieux appliquée ; là où elle reste théorique et standardisée, comme à Kalamon, elle peine à être pleinement appropriée par les producteurs.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que les formations agricoles sont perçues comme utiles par les bénéficiaires, mais que leur accès demeure limité, ce qui constitue un frein à l'adoption et à l'appropriation des innovations agricoles.

3.2. La perception de l'adéquation des recommandations techniques

Graphique 5 : Répartition selon les principales raisons évoquées pour le non-respect des recommandations agricole



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Les résultats mettent en évidence que le non-respect des recommandations techniques par les producteurs du Bounkani s'explique principalement par des contraintes économiques et des réserves quant à l'efficacité des pratiques proposées.

En effet, la raison la plus fréquemment évoquée est le manque de moyens financiers, cité par 26,7 % des enquêtés. Cette contrainte limite la capacité des producteurs à acquérir les intrants, les équipements ou la main-d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre des techniques recommandées. Le doute sur l'efficacité des pratiques arrive en deuxième position, avec 20,0 %, traduisant une certaine méfiance à l'égard des innovations ou une insuffisance de preuves concrètes de leurs bénéfices.

Le manque de temps est mentionné par 15,0 % des producteurs, tandis que 14,2 % estiment que certaines recommandations sont incompatibles avec les pratiques familiales transmises de génération en génération. Par ailleurs, 12,5 % des enquêtés soulignent l'absence de suivi post-formation, ce qui réduit les possibilités d'accompagnement et de correction sur le terrain. Enfin, 11,7 % évoquent une mauvaise expérience antérieure, susceptible de renforcer leur réticence à adopter de nouvelles pratiques.

C'est ce que traduisent les propos d'un représentant (burkinabè) de site :

> *« En 2019, j'ai suivi exactement les instructions de l'agent pour l'application des engrais. Mais deux semaines après, j'ai constaté que les feuilles de mes arbres avaient commencé à brûler. Je n'ai pas compris ce qui s'était passé, et l'agent n'est jamais revenu pour m'expliquer les raisons de ce problème ni pour me conseiller sur la suite à donner. Malgré*

mes appels, je n'ai obtenu aucun retour. Depuis cette expérience, j'ai préféré tout arrêter, par crainte de la même situation et de perdre encore ma production ».

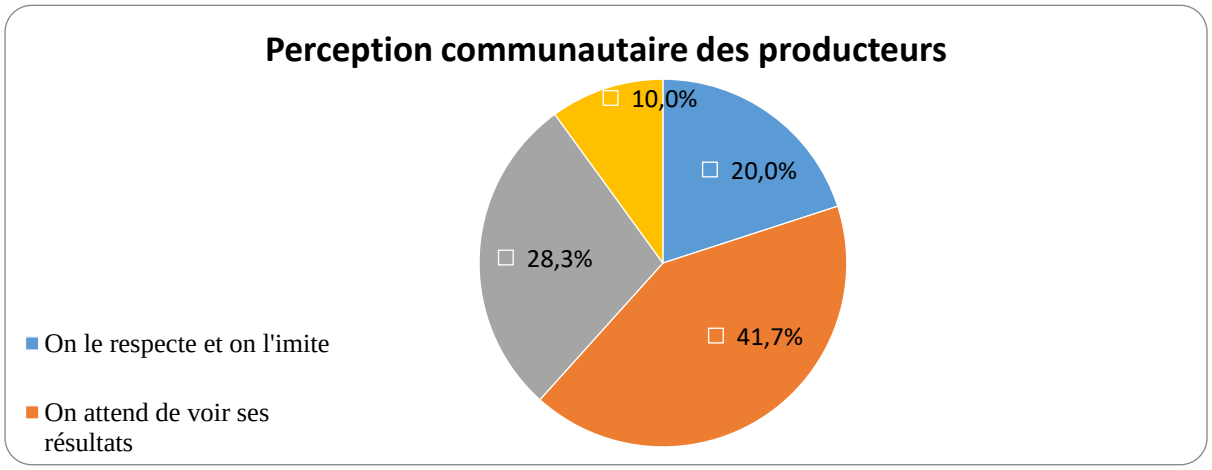
Il ressort des propos plus haut et des résultats que le non-respect des recommandations techniques ne relève pas uniquement d'un manque de volonté des producteurs, mais résulte d'un ensemble de contraintes économiques, techniques et socioculturelles qui influencent leurs décisions et leurs pratiques agricoles.

3.3. Pluralité des sources de confiance pour les décisions agricoles

Une dimension centrale des représentations sociales agricoles dans le Bounkani réside dans la multiplicité des sources d'autorité mobilisées par les producteurs pour prendre leurs décisions techniques.

3.3.1. Perception communautaire des producteurs appliquant toutes les recommandations

Graphique 6 : Répartition des producteurs selon la perception de l'utilité des formations



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Les résultats mettent en exergue une perception communautaire globalement prudente vis-à-vis de l'adoption des recommandations agricoles. En effet, 41,7 % des producteurs adoptent une attitude d'observation, préférant attendre de constater les résultats chez les premiers adoptants avant de se décider.

Par ailleurs, 28,3 % estiment que l'adoption des innovations est perçue comme un abandon des pratiques héritées des ancêtres, ce qui exerce une pression sociale négative sur les producteurs innovateurs. À l'opposé, seulement 20,0 % des enquêtés considèrent que l'adoption des recommandations est bien perçue au sein de la communauté.

C'est ce que soulignent les propos d'un chef de terre à Kalamon :

> *« Adopter une technique proposée par un agent, c'est bien seulement si elle fonctionne. Mais si ça échoue, tout le village te regarde et se moque souvent, même discrètement. C'est pour cela que beaucoup préfèrent attendre que quelqu'un d'autre essaie en premier avant de se lancer. Il y a aussi une dimension culturelle importante : dans notre communauté, changer sa façon de travailler la terre peut être perçu comme un manque de respect envers les ancêtres qui nous ont transmis les pratiques agricoles. Cela rend l'adoption de nouvelles techniques plus prudente et progressive. »*

Ce témoignage du chef de terre de Kalamon met en lumière deux dimensions essentielles, l'une sociale et l'autre culturelle, qui expliquent la prudence des producteurs face à l'adoption de nouvelles techniques agricoles.

Sur le plan social, le témoignage révèle un risque de stigmatisation collective en cas d'échec de l'innovation adoptée. Le producteur qui expérimente une nouvelle technique s'expose ainsi au regard et au jugement de la communauté villageoise, un échec pouvant susciter moqueries, même discrètes, et une forme de dévalorisation sociale. Cette pression du groupe engendre une stratégie d'attentisme largement partagée, où les producteurs préfèrent observer les résultats obtenus par d'autres avant de s'engager eux-mêmes dans l'adoption d'une innovation. Ce comportement traduit une gestion prudente du risque, dans un contexte où l'échec individuel n'est pas seulement une perte économique, mais aussi une exposition sociale susceptible d'affecter la réputation et la position du producteur au sein de sa communauté.

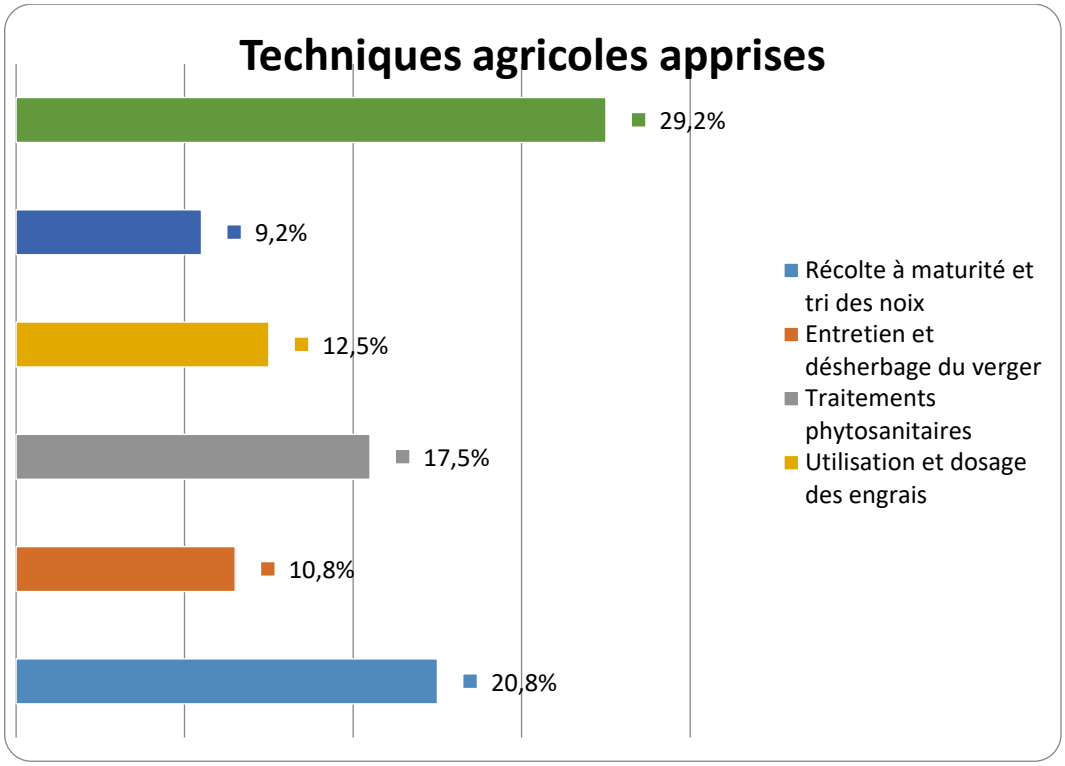
Sur le plan culturel, le témoignage révèle une dimension plus profonde encore, liée au rapport symbolique que les producteurs entretiennent avec les pratiques agricoles héritées de leurs ancêtres. Modifier sa manière de travailler la terre peut en effet être perçu comme un manque de respect envers ceux qui ont transmis ces pratiques, ce qui confère à l'acte agricole une dimension quasi sacrée, dépassant la seule logique de production. Cette charge symbolique explique pourquoi l'adoption de nouvelles techniques ne peut se faire de manière brusque ou généralisée, mais doit au contraire s'inscrire dans un processus prudent et progressif, respectueux des équilibres sociaux et culturels existants.

Dans l'ensemble, ces résultats traduisent une faible acceptabilité sociale des innovations agricoles, marquée par la prudence, les normes socioculturelles et la valorisation des pratiques traditionnelles. Ce qui devient un obstacle à la diffusion des nouvelles techniques agricoles.

3.4. Des pratiques agricoles sélectives et hybrides

L'analyse des pratiques effectivement adoptées par les producteurs confirme la dimension sélective de l'appropriation des innovations.

Graphique 7 : Répartition des producteurs selon les techniques apprises lors des formations et appliquées



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Ces résultats montrent une diversité des techniques agricoles effectivement appliquées par les producteurs après formation ou apprentissage. La technique la plus fréquemment citée est la récolte à maturité et le tri des noix (20,8 %), suivie des traitements phytosanitaires (17,5 %) et de l'utilisation des engrais (12,5 %).

L'entretien et le désherbage du verger ainsi que la taille des anacardiers sont relativement moins appliqués, avec respectivement 10,8 % et 9,2 %, ce qui peut s'expliquer par leur technicité plus élevée et leur exigence en main-d'œuvre ou en compétences spécifiques.

Toutefois, une proportion importante des producteurs (29,2 %) déclare n'appliquer aucune technique apprise en formation, mais recourir à d'autres sources de savoir. Cela met en évidence un écart entre les contenus des formations et leur appropriation effective sur le terrain, ainsi qu'une persistance des pratiques informelles dans les systèmes de production agricoles.

Comme laisse transparaitre, les propos d'un agriculteur à Kalamon :

> *« La récolte à maturité et le tri des noix, ça, on l'a appris parce qu'on voit directement la différence de prix à la pesée. Quand on applique bien ces pratiques, la qualité est meilleure et le prix augmente immédiatement. C'est la seule technique qui nous rapporte un gain visible et rapide en argent. C'est pour cela que nous y accordons plus d'importance, car on en ressent directement les bénéfices lors de la vente. »*

Un autre producteur à Bouko poursuit à affirmant que :

> *« J'ai appris l'entretien du verger auprès de mon père, bien avant même de connaître les services de conseil agricole. En réalité, la formation est venue surtout confirmer ce que je pratiquais déjà sur le terrain. Elle n'a pas vraiment introduit de nouvelles choses pour moi. (Rire...) »*

Ces témoignages illustrent, chacun selon une logique différente, le caractère sélectif de l'adoption des techniques agricoles par les producteurs, phénomène explicitement souligné par le commentaire analytique qui les conclut.

Le témoignage de l'agriculteur de Kalamon met en évidence une logique d'adoption fondée sur la rentabilité immédiate et perceptible. Celui-ci explique que la récolte à maturité et le tri des noix ont été rapidement intégrés à ses pratiques, car ces techniques produisent un bénéfice visible et rapide, directement constaté lors de la pesée à travers l'augmentation du prix de vente. Cette perception d'un gain financier immédiat constitue, selon ses propres termes, la principale raison pour laquelle cette pratique est privilégiée par rapport à d'autres. Ce témoignage révèle ainsi que l'adoption d'une technique agricole dépend fortement de la lisibilité et de la rapidité du bénéfice qu'elle procure, les producteurs accordant une importance particulière aux pratiques dont les effets positifs sont immédiatement mesurables sur le plan économique.

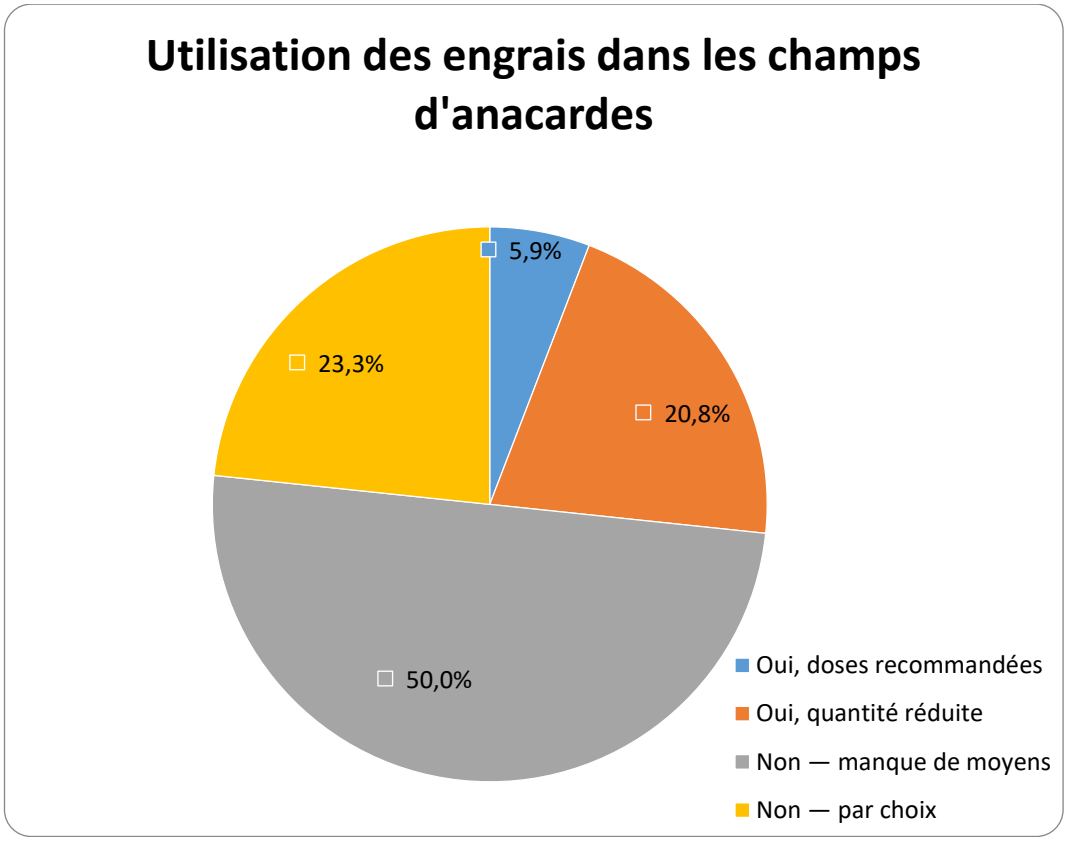
Le témoignage du producteur de Bouko illustre pour sa part une seconde logique, liée à l'antériorité du savoir familial par rapport à l'offre de conseil agricole institutionnel. Il explique avoir appris l'entretien du verger auprès de son père, bien avant de connaître les services de conseil agricole, précisant avec une pointe d'humour que la formation reçue n'a fait que confirmer des pratiques déjà maîtrisées, sans réellement lui apporter de connaissances nouvelles. Ce témoignage met en lumière une situation où le savoir technique institutionnel se superpose à un savoir endogène préexistant, sans nécessairement le transformer, ni le remettre en question, ce qui relativise, pour ce type de pratique, l'apport spécifique de l'encadrement technique formel.

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent une adoption sélective des techniques agricoles.

3.4.1 Usage des intrants agricoles recommandés

Les résultats indiquent que l'utilisation des engrais dans les champs d'anacardiers demeure globalement limitée dans la zone d'étude.

Graphique 8: Répartition des engrais dans les champs



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

En effet, seulement 5,8 % des producteurs déclarent utiliser les engrais selon les doses recommandées, tandis que 20,8 % les utilisent en quantité réduite, traduisant une application partielle des bonnes pratiques agricoles. À l'inverse, 50,0 % des enquêtés n'utilisent pas d'engrais en raison d'un manque de moyens financiers et 23,3 % n'y recourent pas par choix personnel.

Corroborer par les dires d'un formateur à Bouna :

> *« L'application des engrais aux doses recommandées est souvent rejetée par les producteurs, principalement en raison du coût jugé trop élevé et difficile à supporter. À cela s'ajoute une méfiance persistante concernant les effets à long terme de ces produits sur la fertilité des sols. Beaucoup craignent que l'usage intensif des engrais puisse dégrader la terre avec le temps, ce qui les amène à limiter ou à modifier les doses prescrites, voire à ne pas les appliquer du tout. »*

Ces résultats mettent en exergue que l'adoption des engrais est fortement contrainte par des facteurs économiques, notamment le coût d'acquisition des intrants. Par exemple, en 2026, le prix bord champ de l'anacarde en Côte d'Ivoire a été fixé à 400 FCFA/kg. À ce niveau de rémunération, l'acquisition d'un sac de 50 kg

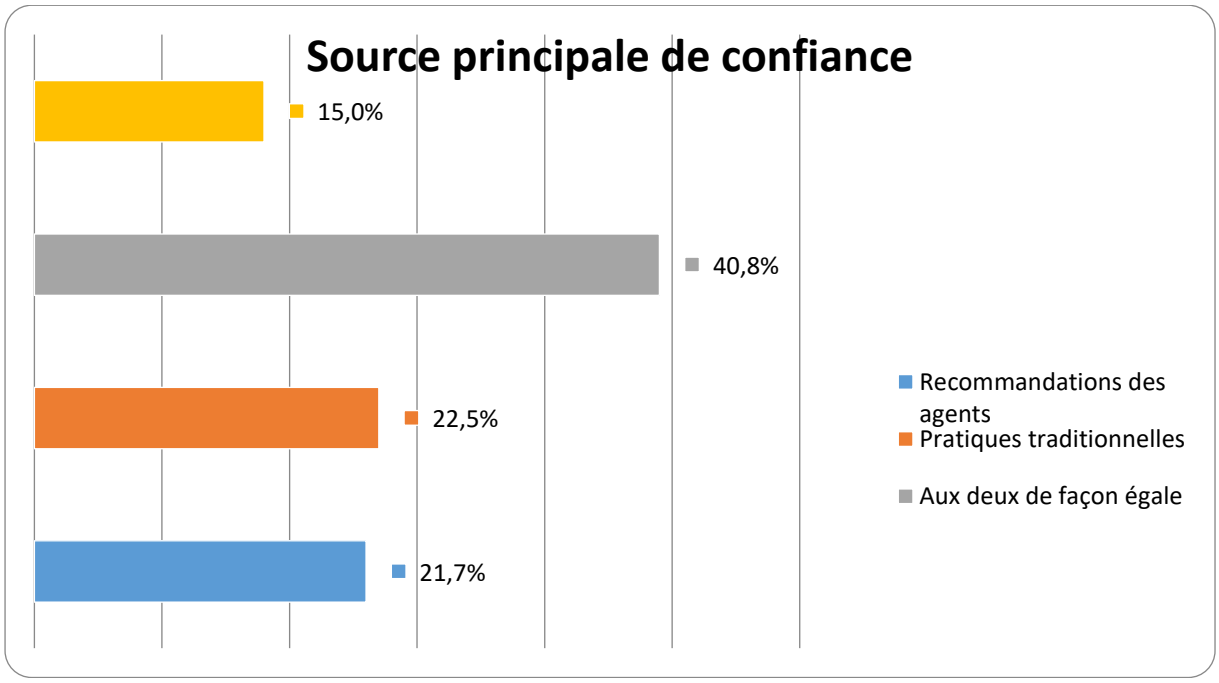
d'engrais minéral (NPK ou urée), vendu entre 20 000 et 28 000 FCFA, exige la vente de 50 à 70 kg de noix de cajou. Par ailleurs, une partie des producteurs privilégie des pratiques agricoles traditionnelles ou extensives, estimant que l'anacarde peut se développer sans apport d'engrais.

3.5. Le rôle structurant des réseaux sociaux dans l'adoption

Les résultats mettent en évidence la prédominance des réseaux sociaux primaires dans les décisions techniques des producteurs.

3.2.2. Source principale de confiance pour les décisions agricoles

Graphique 9 : Répartition des producteurs selon la source principale de confiance pour les décisions agricoles



Source : *notre enquête de terrain, 2026*

Les résultats montrent une perception nuancée des sources de recommandations agricoles. En effet, 40,8 % des producteurs accordent une confiance équivalente aux recommandations des agents de vulgarisation et aux pratiques traditionnelles, traduisant une posture de compromis et de complémentarité.

Toutefois, 22,5 % privilégient les pratiques traditionnelles, tandis que 21,7 % accordent davantage de confiance aux agents de vulgarisation agricole. Ces résultats indiquent qu'il n'existe pas de rejet massif des dispositifs de conseil agricole, mais plutôt une coexistence de plusieurs sources de savoirs. Cet état de fait est mis en lumière par ces propos :

> *« Je procède toujours par prudence. Quand l'agent nous donne des recommandations, je ne les applique pas directement sur tout mon verger. J'essaie d'abord sur une petite partie de la parcelle pour observer les résultats. Si je vois que la technique fonctionne bien, alors je l'étends progressivement à l'ensemble de mon champ. C'est comme*

> *ça que je fais, pour éviter de prendre des risques inutiles et m'assurer que la méthode est vraiment adaptée à mes conditions de production. »*

Pour le responsable de coopérative à Bouna :

> *« Les pratiques traditionnelles ne sont pas forcément incompatibles avec les recommandations techniques. Le problème, c'est surtout la manière dont elles sont présentées. Il faudrait les adapter au contexte local et les expliquer autrement, sans donner l'impression de disqualifier ce que nos pères nous ont transmis et nous ont appris. Au contraire, il serait important de s'appuyer sur ces savoirs existants, de les valoriser et d'insister sur leur complémentarité avec les nouvelles techniques, afin de faciliter leur acceptation par les producteurs. »*

Ces deux témoignages complètent l'analyse en révélant, chacun à sa manière, des stratégies concrètes permettant de concilier prudence paysanne et adoption progressive de l'innovation technique.

Le premier témoignage décrit une stratégie individuelle d'adoption graduelle et expérimentale. Le producteur explique qu'il ne procède jamais à une application immédiate et généralisée des recommandations reçues, mais préfère d'abord les tester sur une petite portion de sa parcelle avant d'observer les résultats obtenus. Ce n'est qu'après avoir constaté l'efficacité de la technique qu'il étend progressivement à l'ensemble de son champ. Cette démarche traduit une logique d'expérimentation contrôlée, où le producteur cherche à limiter les risques tout en se donnant les moyens de vérifier, par lui-même et dans ses propres conditions de production, la pertinence de l'innovation proposée. Cette approche illustre une forme de rationalité paysanne prudente, qui ne rejette pas l'innovation par principe, mais en subordonne l'adoption à une validation empirique préalable, adaptée à la réalité concrète de son exploitation.

Le second témoignage, recueilli auprès d'un responsable de coopérative à Bouna, déplace la focale de la prudence individuelle vers la question de la méthode de transmission des recommandations techniques. Selon lui, les pratiques traditionnelles ne sont pas nécessairement incompatibles avec les innovations proposées ; c'est davantage la manière dont ces dernières sont présentées qui pose problème. Il plaide ainsi pour une adaptation du discours technique au contexte local, afin d'éviter de donner l'impression de disqualifier les savoirs hérités des générations précédentes. Il insiste au contraire sur la nécessité de s'appuyer sur les savoirs existants, de les valoriser et de mettre en avant leur complémentarité avec les nouvelles techniques, plutôt que de les présenter comme des logiques opposées ou concurrentes.

Ainsi, les producteurs mobilisent un système de référence pluriel, combinant savoirs endogènes et apports techniques externes selon les situations.

4. DISCUSSION

4.1. Une rationalité paysanne méconnue par les dispositifs institutionnels

Le premier enseignement majeur de cette recherche est que les déficits d'appropriation observés dans les localités de Bouko et Kalamon ne s'expliquent pas par une résistance irrationnelle au changement, mais par une logique paysanne structurée et cohérente. Ce résultat entre en résonance directe avec les conclusions de Chambers (1983), qui soulignait déjà que les savoirs des agriculteurs constituent des systèmes de connaissance empiriquement fondés, souvent ignorés par les intervenants extérieurs. De même, Olivier de Sardan (1995) a montré, à partir de terrains ouest-africains comparables, que les comportements d'adoption ou de rejet des innovations agricoles s'inscrivent toujours dans une logique d'acteur rationnelle, qui intègre les contraintes économiques, les incertitudes climatiques et les normes sociales comme paramètres de décision.

Dans le Bounkani, cette rationalité se manifeste notamment par la stratégie d'expérimentation partielle : 41,7 % des enquêtés déclarent préférer observer les résultats obtenus par d'autres producteurs avant de modifier leurs propres pratiques. Cette attitude, que certains travaux qualifient de « rationalité prudentielle » (Ellis, 1993), traduit une gestion du risque parfaitement adaptée à un contexte caractérisé par l'absence quasi-totale d'accès au crédit agricole 82,5 % des enquêtés n'en bénéficiant pas et par la volatilité des prix à la production de l'anacarde. Ce résultat diverge des analyses traditionnelles de la diffusion des innovations (Rogers, 2003), qui tendent à interpréter le retard d'adoption comme un déficit informationnel ou un manque de contact avec les agents de changement, sans suffisamment intégrer les dimensions structurelles du risque économique.

4.2. Le noyau central des représentations comme verrou cognitif

Les données recueillies confirment la pertinence de la théorie du noyau central d'Abric (1994) pour rendre compte des mécanismes de résistance à l'innovation dans ce contexte. Les pratiques agricoles héritées non-taille des anacardiers, densités de plantation élevées, recours minimal aux intrants chimiques occupent une position centrale dans les représentations sociales des producteurs de Bouko et Kalamon. Cette position centrale leur confère une double fonction : cognitive, en structurant la lecture que les producteurs font des recommandations externes, et identitaire, en faisant de ces pratiques des marqueurs de l'appartenance communautaire et de la continuité intergénérationnelle.

Ce résultat converge avec les travaux de Guimelli (1995), qui a montré que les éléments à forte valence affective dans une représentation sociale résistent davantage aux tentatives de transformation externe que les éléments périphériques. Il entre cependant en tension partielle avec les analyses de Leeuwis (2004), selon lesquelles la démonstration répétée de l'avantage relatif d'une innovation suffit à modifier les représentations des agriculteurs sur le long terme. Les données de cette étude suggèrent au contraire que lorsque l'innovation touche au noyau central des représentations comme c'est le cas pour la taille des anacardiers, perçue comme une mutilation d'arbres productifs et une rupture symbolique avec les pratiques ancestrales la simple démonstration technique ne suffit pas. L'adoption exige un

travail préalable de réancrage symbolique des pratiques innovantes dans les référentiels culturels locaux.

4.3. L'habitus agricole : entre incorporation et résistance à la transformation

La persistance des pratiques héritées malgré une exposition aux dispositifs de formation trouve une explication complémentaire dans la notion bourdieusienne d'habitus (Bourdieu, 1980). Les données de l'enquête révèlent que 50 % des producteurs ont été initiés à la culture de l'anacarde par leur père ou leur famille, contre seulement 12,5 % qui citent un agent de vulgarisation. Cette prédominance de la socialisation familiale dans la formation des dispositions agricoles indique que l'habitus des producteurs du Bounkani est constitué bien avant tout contact avec les institutions d'encadrement, et que les sessions de formation ponctuelles interviennent dans un espace dispositionnel déjà fortement structuré.

Ce résultat rejoint les conclusions de Darré (1996) sur la prégnance des « réseaux de dialogue » entre agriculteurs dans la formation et la transformation des normes pratiques. Darré souligne que les normes techniques qui circulent entre pairs disposent d'une légitimité sociale que les prescriptions institutionnelles n'ont pas, précisément parce qu'elles sont portées par des acteurs partageant les mêmes conditions d'existence. Dans le Bounkani, les producteurs expérimentés du village et les membres de la famille constituent les figures d'autorité technique auxquelles les enquêtés accordent le plus de crédit bien davantage qu'aux agents de l'ANADER ou du Conseil Coton-Anacarde. Ce constat souligne une limite structurelle des approches de vulgarisation centrées sur l'agent institutionnel comme seul vecteur de changement technique.

5.4. Accès différencié aux formations et reproduction des inégalités d'appropriation

La deuxième hypothèse de la recherche selon laquelle l'accès différencié aux dispositifs d'éducation agricole contribue significativement aux déficits d'appropriation est également confirmée par les données empiriques. Plus de 60 % des enquêtés déclarent recevoir rarement ou jamais la visite d'un agent de vulgarisation, et 54,2 % n'ont suivi aucune formation agricole au cours des trois dernières années. Ces chiffres traduisent une couverture institutionnelle structurellement insuffisante dans une région qui cumule enclavement géographique, faible densité de population et éloignement des centres de services.

Ce résultat entre en dialogue avec les travaux de Anderson et Feder (2004), qui ont documenté les effets délétères du sous-encadrement agricole dans les zones rurales périphériques d'Afrique subsaharienne, et avec ceux de Teyssier, Rigourd et Dugué (2019), qui montrent que la fréquence des contacts entre agents et producteurs constitue l'un des déterminants les plus robustes de l'adoption des innovations. La théorie du capital humain de Schultz (1961) et Becker (1964) fournit un cadre complémentaire : l'investissement en éducation et en formation agricole génère des rendements différenciés selon les populations, et les déficits d'accès à la formation se traduisent mécaniquement par des déficits de productivité et d'appropriation technique. Dans le Bounkani, le faible capital scolaire des producteurs 46,7 % sans niveau d'instruction amplifie cet effet en limitant leur capacité à exploiter les supports écrits de vulgarisation.

4.5. Vers un renouvellement des dispositifs d'éducation agricole

Les résultats de cette étude soulèvent des questions importantes sur l'architecture des dispositifs d'éducation agricole en contexte rural africain. La faible efficacité des approches de prescription descendante, combinée à la prédominance des réseaux sociaux primaires comme vecteurs d'influence technique, plaide pour une reconfiguration des modalités d'intervention. Les approches participatives champs-écoles paysans, démonstrations sur parcelles, formation de paysans-relais semblent mieux adaptées aux dynamiques sociales des communautés du Bounkani, en ce qu'elles intègrent les pairs comme vecteurs légitimes de diffusion des innovations.

Cette orientation rejoint les préconisations de Long (2001), selon lesquelles les acteurs ruraux ne sont pas des récepteurs passifs des innovations, mais des agents actifs qui reconfigurent, adaptent et hybrident les techniques proposées en fonction de leurs logiques propres. Elle converge également avec la perspective de Scott (1998) sur la nécessité de reconnaître les savoirs locaux comme ressources légitimes plutôt que comme obstacles à surmonter. Dans ce cadre, l'enjeu des politiques d'éducation agricole dans le Bounkani n'est pas de substituer les savoirs endogènes par des techniques exogènes, mais de construire des passerelles entre ces deux registres de connaissance, en plaçant les producteurs au cœur des processus d'innovation plutôt qu'en position de simples bénéficiaires.

CONCLUSION

Cette étude a montré que les déficits d'appropriation des techniques agricoles dans la région du Bounkani s'enracinent dans un système de représentations sociales qui dépasse les seuls déterminants économiques et techniques. La valorisation des pratiques héritées, la prudence face aux innovations perçues comme incompatibles avec les logiques de production locales, la prégnance des normes communautaires et la prééminence des réseaux sociaux primaires dans les décisions techniques constituent des obstacles cognitifs et symboliques que les approches conventionnelles de vulgarisation peinent à surmonter.

L'application des théories des représentations sociales de Moscovici et Abric, combinée à la notion bourdieusienne d'habitus, permet de proposer une lecture sociologique renouvelée des blocages à l'innovation agricole en milieu rural africain. Elle invite à dépasser les explications technicistes ou économicistes pour reconnaître la cohérence interne des logiques paysannes et leur rôle structurant dans les processus d'adoption.

En termes de perspectives pratiques, ces résultats plaident pour une refonte des dispositifs de vulgarisation agricole dans la région du Bounkani selon trois axes : la territorialisation des recommandations techniques pour les adapter aux réalités agroéconomiques et socioculturelles locales ; le développement d'approches basées sur la démonstration par les pairs et la validation sociale des innovations ; et la reconnaissance des savoirs endogènes comme ressources à intégrer dans la co-construction des itinéraires techniques. Ces orientations sont de nature à réduire l'écart entre les prescriptions institutionnelles et les pratiques effectives des

producteurs, en plaçant la sociologie des représentations au cœur des stratégies d'éducation agricole.

BIBLIOGRAPHIE

Abric, J.-C. (1994). Pratiques sociales et représentations. Paris : Presses Universitaires de France.

Anderson, J. R., & Feder, G. (2004). Agricultural extension: Good intentions and hard realities. The World Bank Research Observer, 19(1), 41-60.

Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Paris : Les Éditions de Minuit.

Darré, J.-P. (1996). L'invention des pratiques dans l'agriculture. Paris : Karthala.

Doukouré, C. F., & Aklobessi, K. A. (2018). Impact du conseil agricole sur les performances des producteurs d'anacarde. European Scientific Journal, 14(30).

Guimelli, C. (1995). Valence et structure des représentations sociales. Bulletin de Psychologie, 49(422).

Kambou, D. et al. (2019). Structuration de la population agricole de la filière anacarde et caractérisation des plantations dans les régions du Bounkani et du Gontougo en Côte d'Ivoire. ResearchGate.

Kouakou, K. V., & Kouassi, K. M. (2019). Problématique de la non-adoption des techniques agronomiques en milieu rural ivoirien : cas des producteurs d'anacarde dans le département de Bouaké. Revue africaine de criminologie, 25.

Leeuwis, C. (2004). Communication for rural innovation: Rethinking agricultural extension. Oxford : Blackwell Science.

Long, N. (2001). Development sociology: Actor perspectives. London : Routledge.

Lo Monaco, G., & Lheureux, F. (2007). Représentations sociales : théorie du noyau central et méthodes d'étude. Revue électronique de psychologie sociale.

MC-REEA (2024-2025). Module Complémentaire du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles. Abidjan : Ministère de l'Agriculture.

Moscovici, S. (1961). La psychanalyse, son image et son public. Paris : Presses Universitaires de France.

Olivier de Sardan, J.-P. (1995). Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social. Paris : Karthala / APAD.

Rogers, E. M. (2003). Diffusion of innovations (5e éd.). New York : Free Press.

Ruf, F. et al. (2019). Le boom de l'anacarde en Côte d'Ivoire : transition écologique et sociale des systèmes à base de coton et de cacao. Cahiers Agricultures, 28.

Scott, J. C. (1998). Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed. New Haven : Yale University Press.

Séhouéto, L. (2006). Savoirs agricoles localisés et production vivrière en Afrique subsaharienne. Revue internationale des sciences sociales, 187, 127-138.

Teyssier, J., Rigourd, C., & Dugué, P. (2019). Relancer le conseil et la vulgarisation agricoles en Afrique subsaharienne. Paris : AFD, Notes techniques, 55.

Tuo, G. (2019). Contraintes et opportunités de la filière anacarde en Côte d'Ivoire. European Scientific Journal, 15(13).